



Tribune commune : non à l'élevage industriel et la « ferme usine » des 4000 vaches à Digoin en Saône-et-Loire

Nous prenons connaissance du projet de « ferme usine », à Digoin, avec la création d'un centre de quarantaine pour la préparation de 3910 jeunes bovins destinés à l'exportation (Magreb, Turquie et éventuellement la Chine).

Nous sommes consternés par ce projet d'élevage industriel. Il est à contre-courant des productions de qualité de la Saône-et-Loire, du développement d'une alimentation et d'une agriculture qui préservent l'environnement, la santé et les animaux souhaitées par les françaises et les français.

Alors que depuis 30 ans l'élevage concentrationnaire produit des crises sanitaires, et alors que l'opaque scandale des œufs traités au fipronil devrait nous faire réagir, nous interpellons les autorités publiques afin qu'elles refusent l'autorisation d'agrandir l'exploitation concernée.

En effet, le projet comporte de nombreuses nuisances: consommation importante d'eau, risque de pollution des eaux superficielles et souterraines, détérioration de la qualité des sols par les déjections de bovins, impact du trafic routier (air, bruit, climat), absence de prise en compte des risques sanitaires dû aux maladies et de mesures pour prévenir les pollutions des eaux et des sols en cas d'accidents liés à l'utilisation de pesticides et d'engrais chimiques.

De plus, la concentration de jeunes bovins, utilisés comme des ressources à exploiter, et le transport d'un nombre si important d'animaux sont inacceptables. La condition animale est aujourd'hui une préoccupation majeure de la société française et ces élevages concentrationnaires en sont la négation absolue.

La prévention des risques ne fait visiblement pas partie des politiques publiques, comme l'atteste l'avis inacceptable de l'autorité environnementale. Les risques sanitaires et environnementaux sont connus et admis. Mais, il est préféré malgré tout d'exposer les populations et l'environnement aux risques plutôt que de dissuader ce type de projet d'une part, et d'accorder des moyens nécessaires pour accompagner les transitions agricoles indispensables vers une agriculture paysanne, de qualité et éthique d'autre part.

Enfin, ce projet dévalorisera l'identité et l'image territoriale qualitative de la Saône-et-Loire comme de la France et affectera toutes les filières paysannes. Au moment d'une crise agricole sans précédent, les paysans réclament un revenu en phase avec la qualité de leur travail et non une concurrence déloyale comme ce projet.

Dans ce cadre, les États Généraux de l'Alimentation et de l'Agriculture vont vite devenir une mascarade si les autorités publiques valident des projets d'élevage industriel dans les territoires.

Ensemble, riverains, paysans, consommateurs, défenseurs de l'environnement et de la condition animale resteront mobilisés pour stopper ce projet insensé.

France Nature Environnement Bourgogne Franche-Comté

Agir Pour l'Environnement

Confédération des Associations de Protection de Environnement et de la Nature 71 (CAPEN71)

Confédération Paysanne de Saône-et-Loire

Europe Écologie Les Verts Bourgogne

Europe Écologie Les Verts Franche Comté

Humanimo

Veille Au Grain Bourgogne Franche Comté

France Nature Environnement Bourgogne

Autun Morvan Écologie

Attac Mâcon